

**PROTECTION JURIDIQUE**  
POUR LES BÉNÉFICIAIRES  
DU RÉGIME COMPLÉMENTAIRE SANTÉ  
DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ  
SOCIALE

**NOTICE D'INFORMATION**

Contrat Cadre n° M0 018 068

## ARTICLE 1 LES PRESTATIONS DE CFDP

### UNE ASSISTANCE JURIDIQUE CONNECTEE

Avec @del, Vous avez un accès illimité à une base documentaire et d'informations juridiques Vous permettant d'avoir les premiers éléments de réponse à vos interrogations.

Ce service est accessible 24H/24 et 7J/7 depuis le site internet de CFDP (<http://www.cfdp.fr/>) dans votre *Espace Client* en renseignant :

- le numéro du Contrat Groupe indiqué en entête des présentes,
- votre numéro d'adhésion auprès de votre assureur santé,
- et le mot de passe que Vous aurez créé.

### UNE ASSISTANCE JURIDIQUE TELEPHONIQUE

CFDP s'engage à Vous écouter et Vous fournir par téléphone des renseignements juridiques relevant du droit français et relatifs aux garanties de protection juridique décrites.

Des juristes qualifiés sont à votre écoute pour :

- répondre à vos interrogations,
- Vous informer sur vos droits,
- Vous proposer des solutions concrètes,
- envisager avec Vous, dans le cadre d'un accompagnement personnalisé, la suite à donner à votre Litige.

### UN ACCUEIL SUR RENDEZ-VOUS AU PLUS PROCHE DE VOUS

Sur simple demande, Vous pouvez rencontrer des juristes dans la délégation la plus proche parmi les trente-deux (32) implantations réparties sur tout le territoire.

Il Vous suffit de contacter votre interlocuteur habituel afin de déterminer avec lui une date et un horaire qui permettront une rencontre dans les meilleurs délais.

### UNE GESTION AMIABLE DE VOS LITIGES

A la suite d'une déclaration de Sinistre garanti par le Contrat Groupe, CFDP s'engage à :

- Vous conseiller et Vous accompagner dans les démarches à entreprendre,
- Vous assister dans la rédaction de vos courriers de réclamation,
- Vous aider à réunir les pièces et témoignages nécessaires à la constitution de votre dossier,

- intervenir directement auprès du Tiers afin d'obtenir une solution négociée et amiable,
- Vous faire assister et soutenir par des experts ou des sachants lorsque la spécificité de la matière le nécessite et que cela est utile à la résolution de votre Litige,
- prendre en charge, dans la limite des montants et plafonds contractuels garantis, les frais et honoraires d'experts et de sachants, voire ceux de votre avocat lorsque votre adversaire est lui-même défendu dans les mêmes conditions,
- Vous proposer une médiation indépendante des parties. Le médiateur sera désigné sur une liste par une association ou un groupement professionnel sur demande de CFDP et avec votre acceptation. Il prendra contact avec les parties, les réunira et les mettra en condition de trouver par elles-mêmes la solution au Litige en cours.

Toutes vos demandes sont traitées dans les trois (3) jours ouvrables.

La gestion amiable du Litige est réalisée dans un délai de :

- six (6) mois à compter de la date de la première intervention de CFDP,
- ou un (1) an si une expertise contradictoire s'est avérée nécessaire.

A l'issue de ce délai, il Vous est soumis le choix, soit :

- de poursuivre la tentative de résolution amiable,
- de transmettre le dossier à l'avocat de votre choix pour engager les démarches judiciaires utiles,
- d'abandonner le recours.

En cas d'accord amiable, CFDP Vous accompagne bien évidemment jusqu'à sa mise en œuvre effective.

### UNE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE PROCEDURE JUDICIAIRE

Dans tous les cas, lorsque toute tentative de résolution amiable de votre Litige a échoué, il Vous appartient, selon les intérêts en jeu, de décider de porter votre Litige devant la juridiction compétente.

Lorsque Vous faites appel à un avocat ou toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour Vous défendre,

Vous représenter ou servir vos intérêts, Vous avez la liberté de le choisir.

Si Vous n'en connaissez pas, Vous pouvez demander à CFDP, par écrit, de Vous communiquer les coordonnées d'un avocat.

CFDP Vous garantit le remboursement dans la limite des montants et plafonds contractuels garantis :

- des frais et honoraires des avocats, experts et sachants dont Vous avez besoin pour soutenir votre cause,
- des frais et honoraires de l'expert judiciaire,
- des frais d'huissier pour la signification des actes,
- des taxes diverses relatives aux juridictions saisies.

Le remboursement sera effectué au plus tard dix (10) jours après réception de la facture acquittée et interviendra toutes taxes comprises.

### UN SUIVI JUSQU'À LA PARFAITE EXECUTION DES DECISIONS

Parce qu'un Litige ne se termine pas à la délivrance d'une décision de justice, CFDP Vous accompagne jusqu'à sa parfaite exécution, soit à l'amiable, soit par la saisine d'un huissier territorialement compétent.

CFDP prend en charge les frais et honoraires de cet huissier dans la limite des plafonds contractuels garantis jusqu'à votre total désintéressement.

L'intervention de CFDP cesse :

- en cas d'insolvabilité notoire de votre débiteur constatée par un procès-verbal de carence dressé par huissier,
- en cas d'incarcération de votre débiteur,
- en cas de liquidation judiciaire de votre débiteur,
- ou lorsque votre débiteur est sans domicile fixe.

### LES MONTANTS ET PLAFONDS CONTRACTUELS GARANTIS

| BAREME APPLICABLE AUX HONORAIRES D'AVOCAT & D'EXPERT | En € TTC |
|--|----------|
| Consultation d'expert                                | 390      |
| Démarches amiables :                                 |          |
| - Intervention amiable                               | 110      |
| - Protocole ou transaction                           | 340      |

|  |                 |
|--|-----------------|
| Assistance :   |                 |
| - préalable à toute procédure pénale                           |                 |
| - à une instruction  | 390             |
| - à une expertise judiciaire                                   |                 |
| - devant un Conciliateur de Justice                            |                 |
| Médiation conventionnelle                                      |                 |
| Médiation judiciaire   | 560             |
| Arbitrage  |                 |
| Expertise amiable  | 1 120           |
| Démarche au Parquet (forfait)                                  | 130             |
| Tribunal de Police   | 560             |
| Tribunal Correctionnel   | 900             |
| ONIAM  |                 |
| CRCI   | 560             |
| Conseil de l'ordre   |                 |
| Commissions diverses   |                 |
| Tribunal d'Instance  | 840             |
| Tribunal de Grande Instance                                    |                 |
| Tribunal Administratif   | 1 120           |
| Autres juridictions du 1 <sup>er</sup> degré                   |                 |
| Référé   | 670             |
| Référé d'heure à heure   |                 |
| Incidents d'instance et demandes incidentes                    | 670             |
| Ordonnance sur requête (forfait)                               | 450             |
| Cour ou Juridiction d'Appel                                    | 1 820           |
| Recours devant le 1 <sup>er</sup> Président de la Cour d'Appel | 560             |
| Cour de Cassation  |                 |
| Conseil d'Etat   | 2 100           |
| Cour d'Assises   |                 |
| Juridictions de l'U.E.   |                 |
| Juridictions monégasques ou andorranes                         | 1 120           |
| Juge de l'exécution  | 670             |
| Juge de l'exéquat  |                 |
| <b>PLAFONDS, FRANCHISE &amp; SEUIL D'INTERVENTION</b>          | <b>En € TTC</b> |
| <b>Plafond par Sinistre (France, Andorre, Monaco) :</b>        | <b>25 000</b>   |
| <i>Dont plafond pour</i>                                       |                 |
| <i>démarches amiables :</i>                                    | <i>560</i>      |
| <i>expertise judiciaire :</i>                                  | <i>5 500</i>    |
| <b>Plafond par Sinistre (hors France, Andorre, Monaco) :</b>   | <b>2 800</b>    |
| <b>Seuil d'intervention :</b>                                  | <b>0</b>        |
| <b>Franchise :</b>   | <b>0</b>        |



Les montants du tableau sont cumulables et représentent le maximum des engagements par intervention ou juridiction. Ces montants comprennent les frais habituels inhérents à la gestion d'un dossier (frais de copie, de téléphone, de déplacement, de postulation, de traduction...) et constituent la limite de la prise en charge même en cas de pluralité ou de changement d'avocat. Les honoraires sont réglés une fois la prestation effectuée.

#### La subrogation :

Les indemnités qui pourraient Vous être allouées au titre des articles 700 du Code de Procédure Civile, 375 et 475-1 du Code de Procédure Pénale, L761-1 du Code de Justice Administrative, ou leurs équivalents devant les juridictions étrangères, ainsi que les dépens et autres frais de procédure Vous bénéficient par priorité pour les dépenses dûment justifiées restées à votre charge, et subsidiairement à CFDP dans la limite des sommes qu'elle a engagées.

## ● ARTICLE 2 LES GARANTIES DE PROTECTION JURIDIQUE SANTE

### L'AGRESSION ET L'ATTEINTE A L'INTEGRITE

Vous êtes victime d'une agression ou d'une atteinte accidentelle à votre intégrité physique et/ou morale et souhaitez être assisté et faire valoir vos droits à l'encontre du Tiers responsable de votre préjudice.

### L'ATTEINTE AUX DROITS DE LA PERSONNALITE

Vous êtes victime d'une atteinte aux droits de la personnalité pour des faits tels que : atteinte à votre vie privée, non-respect du droit à l'image, atteinte à votre e-réputation, usurpation d'identité...

### LE RECOURS MEDICAL ET PHARMACEUTIQUE

Vous êtes victime d'une erreur médicale, d'un retard ou d'une erreur de diagnostic, d'une infection nosocomiale ou d'un défaut de conseil d'un praticien à l'occasion d'une maladie ou de tous soins ou examens médicaux et souhaitez être assisté et faire valoir vos droits face à un établissement de soins, un professionnel de santé, l'ONIAM...

## ● ARTICLE 3 LES EXCLUSIONS

### CFDP N'INTERVIENT JAMAIS POUR LES LITIGES :

- NE RELEVANT PAS DE VOTRE VIE PRIVEE, ET PLUS GENERALEMENT QUI NE SONT PAS EXPRESSEMENT DEFINIS,
- TROUVANT LEUR ORIGINE DANS UNE GUERRE CIVILE OU ETRANGERE, UNE EMEUTE, UN MOUVEMENT POPULAIRE, UNE MANIFESTATION, UNE RIXE, UN ATTENTAT, UN ACTE DE VANDALISME, DE SABOTAGE OU DE TERRORISME,
- DONT LES MANIFESTATIONS INITIALES SONT ANTERIEURES ET CONNUES DE VOUS A LA PRISE D'EFFET DE VOTRE ADHESION AU CONTRAT GROUPE OU QUI PRESENTENT UNE PROBABILITE DE SURVENANCE LORS DE CETTE ADHESION,
- EN RAPPORT AVEC UNE VIOLATION INTENTIONNELLE DES OBLIGATIONS LEGALES OU INCONTESTABLES, UNE FAUTE, UN ACTE FRAUDULEUX OU DOLOSIF QUE VOUS AVEZ COMMIS VOLONTAIREMENT CONTRE LES BIENS OU LES PERSONNES EN PLEINE CONSCIENCE DE LEURS CONSEQUENCES DOMMAGEABLES ET NUISIBLES,
- GARANTIS PAR UNE ASSURANCE DOMMAGES OU RESPONSABILITE CIVILE,
- SURVENANT LORSQUE VOUS ETES EN ETAT D'IVRESSE PUBLIQUE ET MANIFESTE OU LORSQUE LE TAUX D'ALCOOLEMIE EST EGAL OU SUPERIEUR A CELUI LEGALEMENT ADMIS DANS LE PAYS OU A LIEU LE SINISTRE, OU SOUS L'INFLUENCE DE SUBSTANCES OU DE PLANTES CLASSEES COMME STUPEFIANTS OU LORSQUE VOUS REFUSEZ DE VOUS SOUMETTRE A UN DEPISTAGE,
- RELATIFS A L'INDEMNISATION DE RISQUES SERIELS, D'AFFECTIONS LIEES A L'AMIANTE OU AUX PRIONS, OU FAISANT SUITE A DES EXPERIENCES MEDICALES OU BIOMEDICALES,
- VOUS OPPOSANT A ADREA MUTUELLE OU A VOTRE ASSUREUR SANTE, A VOTRE EMPLOYEUR, AUX SERVICES PUBLICS OU PRIVES GESTIONNAIRES DES REGIMES DE SECURITE SOCIALE, DES REGIMES COMPLEMENTAIRES OU DES PRESTATIONS FAMILIALES, AUX ORGANISMES SOCIAUX TELS QUE MDPH, CNSA, AUX COMPAGNIES D'ASSURANCES OU AUX ETABLISSEMENTS BANCAIRES GESTIONNAIRES DE VOS CONTRATS

DE PREVOYANCE OU DE PRETS ASSORTIS DE GARANTIES «INDEMNITES JOURNALIERES» OU «INVALIDITE»,

- RELEVANT D'UN RECOUVREMENT DE CREANCES.

**QUE CE SOIT EN DEFENSE OU EN RECOURS, CFDP NE PREND JAMAIS EN CHARGE :**

- LES FRAIS ENGAGES SANS SON ACCORD PREALABLE, SAUF URGENCE CARACTERISEE NECESSITANT LA PRISE IMMEDIATE D'UNE MESURE CONSERVATOIRE,
- TOUTE SOMME DE TOUTE NATURE DUE A TITRE PRINCIPAL, LES AMENDES, LES CAUTIONS, LES CONSIGNATIONS PENALES, LES ASTREINTES, LES INTERETS ET PENALITES DE RETARD,
- LES FRAIS DE REDACTION D'ACTES ET DE CONTRATS,
- LES FRAIS DESTINES A PROUVER LA REALITE DE VOTRE PREJUDICE, A IDENTIFIER OU RECHERCHER VOTRE ADVERSAIRE,
- LES DEPENS ET FRAIS DE JUSTICE EXPOSES PAR LA PARTIE ADVERSE QUE VOUS DEVEZ SUPPORTER PAR DECISION JUDICIAIRE,
- LES SOMMES AU PAIEMENT DESQUELLES VOUS ETES CONDAMNE AU TITRE DES ARTICLES 700 DU CODE DE PROCEDURE CIVILE, 375 ET 475-1 DU CODE DE PROCEDURE PENALE, L761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, AINSI QUE LEURS EQUIVALENTS DEVANT LES JURIDICTIONS ETRANGERES,
- LES SOMMES DONT VOUS ETES LEGALEMENT REDEVABLE AU TITRE DES EMOLUMENTS PROPORTIONNELS,
- LES HONORAIRES DE RESULTAT DE TOUT AUXILIAIRE DE JUSTICE.

#### ● **ARTICLE 4** **L'ACCES AUX SERVICES DE CFDP**

Vous pouvez accéder aux services de CFDP selon les modalités suivantes :

 **04 68 57 42 89** (prix d'un appel local)

 **04 68 55 95 21** (télécopie)

 **[pj-securite-sociale@cdfp.fr](mailto:pj-securite-sociale@cdfp.fr)**

 **CFDP ASSURANCES – Centre de Gestion et d'Expertise – 569 rue Félix Trombe – CS 60011 – 66208 PERPIGNAN cedex**

*Le service est accessible du lundi au vendredi (sauf jours fériés), de 09H00 à 17H45.*

Pour déclarer votre Sinistre, Vous devez adresser par courrier, courriel ou télécopie :

- la description de la nature et des circonstances de votre Litige avec la plus grande précision et sincérité,
- les éléments établissant la réalité du préjudice que Vous alléguiez,
- les coordonnées de votre adversaire,
- et toutes les pièces et informations utiles à l'instruction de votre dossier telles qu'avis, lettres, convocations, actes d'huissier, assignations...

**En cas de fausse déclaration intentionnelle de votre part sur la cause, les circonstances ou encore les conséquences du Litige, Vous pouvez être déchu de vos droits à garantie, voire encourir des sanctions pénales.**

Vous devez déclarer votre Sinistre dès que Vous en avez connaissance, sauf cas de force majeure. Toutefois, CFDP ne Vous opposera pas de déchéance de garantie pour déclaration tardive sauf s'il prouve que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

Dans votre propre intérêt, Vous devez éviter de prendre une initiative sans concertation préalable avec CFDP : si Vous prenez une mesure, de quelque nature qu'elle soit, si Vous mandatez un avocat ou tout autre auxiliaire de justice, expert ou sachant, avant d'en avoir avisé CFDP et obtenu son accord écrit, les frais exposés resteront à votre charge.

Néanmoins, si Vous justifiez d'une situation d'urgence caractérisée nécessitant la prise immédiate d'une mesure conservatoire, CFDP Vous remboursera, dans la limite des montants contractuels garantis, les frais et honoraires des intervenants que Vous avez mandatés, sans avoir obtenu son accord préalable.



## ARTICLE 5 LA VIE DU CONTRAT GROUPE

### L'APPLICATION DANS LE TEMPS

#### *La durée de l'adhésion :*

L'adhésion au Contrat Groupe prend effet à la date de prise d'effet de votre adhésion au régime frais de santé des salariés et anciens salariés des Organismes de Sécurité sociale, ou à leur date de renouvellement pour les adhésions en cours à la date de prise d'effet du Contrat Groupe.

Par la suite, l'adhésion au Contrat Groupe suit le sort de votre adhésion au régime frais de santé des salariés et anciens salariés des Organismes de Sécurité sociale, auquel elle est annexée.

L'adhésion au Contrat Groupe prend fin en cas de :

- non-renouvellement, pour quelle que cause que ce soit, de votre adhésion au régime frais de santé des salariés et anciens salariés des Organismes de Sécurité sociale,
- résiliation du Contrat Groupe, ADREA MUTUELLE s'engageant alors à Vous informer de la fin des garanties.

#### *La durée des garanties :*

Les garanties du Contrat Groupe prennent effet dès l'adhésion et sont applicables pendant toute la durée de l'adhésion, sauf pendant les périodes de suspension de votre adhésion au régime frais de santé des salariés et anciens salariés des Organismes de Sécurité sociale.

Elles sont dues pour tout Sinistre survenu et déclaré entre la prise d'effet des garanties et l'expiration de votre adhésion au Contrat Groupe, à condition que Vous n'ayez pas connaissance du Litige avant l'adhésion.

#### *La prescription :*

La prescription est l'extinction d'un droit résultant de l'inaction de son titulaire pendant un délai défini par la loi.

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance (article L114-1 du Code des Assurances).

Toutefois, ce délai ne court en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où CFDP en a eu connaissance, ou en cas de Sinistre, que du jour

où Vous en avez eu connaissance, si Vous prouvez que Vous l'avez ignoré jusque-là.

Quand votre action contre CFDP a pour cause le recours d'un Tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce Tiers a exercé une action en justice à votre rencontre ou a été indemnisé par Vous.

La prescription ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un Sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par CFDP à votre attention en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par Vous à CFDP en ce qui concerne le règlement de l'indemnité (article L114-2 du Code des Assurances).

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont :

- la demande en justice,
- l'acte d'exécution forcée,
- la reconnaissance du droit par le débiteur.

Un nouveau délai de deux (2) ans court à compter de l'acte interruptif de prescription ; il peut être suspendu ou interrompu dans les mêmes conditions que le premier.

### L'APPLICATION DANS L'ESPACE

Les garanties du Contrat Groupe s'exercent conformément aux prestations de CFDP définies à l'article 1 en France ainsi qu'en Principautés d'Andorre et de Monaco.

Dans les autres pays, l'intervention de CFDP se limite au remboursement sur justificatifs des frais et honoraires de procédure à hauteur du plafond de prise en charge spécifique prévu pour les pays autres que la France et les Principautés d'Andorre et de Monaco.

## ARTICLE 6 LA PROTECTION DE VOS INTERETS

### LE SECRET PROFESSIONNEL (ARTICLE L127-7 DU CODE DES ASSURANCES)

Les personnes qui ont à connaître des informations que Vous communiquez pour les besoins de votre cause, dans le cadre du Contrat Groupe, sont tenues au secret professionnel.

### L'OBLIGATION A DESISTEMENT

Toute personne, chargée d'une prestation juridique, qui a un intérêt direct ou indirect à son objet, doit se désister.

### L'EXAMEN DE VOS RECLAMATIONS

Une réclamation est une déclaration actant le mécontentement d'un client envers un professionnel : une demande de service ou de prestation, d'information, de clarification ou d'avis n'est pas une réclamation.

Toute réclamation concernant le Contrat Groupe, sa distribution ou le traitement d'un Litige, peut être formulée soit auprès de votre interlocuteur habituel, soit auprès du *Service Relation Client* de CFDP :

- par courrier à : CFDP Assurances – Service Relation Client – Immeuble l'Europe – 62 rue de Bonnel – 69003 LYON,
- ou par mail à : [relationclient@cfdp.fr](mailto:relationclient@cfdp.fr).

A compter de la réception de la réclamation, CFDP s'engage à en accuser réception sous dix (10) jours ouvrables, et, en tout état de cause, à la traiter dans un délai maximum de deux (2) mois.

Si aucune solution n'a pu être trouvée dans le cadre de votre réclamation, Vous pouvez saisir gratuitement le Médiateur de la consommation :

- par courrier à : La Médiation de l'Assurance – TSA 50110 – 75441 PARIS cedex 09,
- ou par Internet à l'adresse suivante : <http://www.mediation-assurance.org/Saisir+le+mediateur>.

CFDP s'engage par avance à accepter la position qui sera prise par le Médiateur.

### LE DESACCORD OU L'ARBITRAGE (ARTICLE L127-4 DU CODE DES ASSURANCES)

En cas de désaccord entre Vous et CFDP au sujet de mesures à prendre pour régler un Litige, cette

difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par les parties ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de CFDP ; toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque Vous avez mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si Vous avez engagé à vos frais une procédure contentieuse et obtenu une solution plus favorable que celle qui Vous avait été proposée par CFDP ou par la tierce personne mentionnée à l'alinéa précédent, CFDP Vous indemnise des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite des montants et plafonds contractuels garantis.

### LE CONFLIT D'INTERETS (ARTICLE L127-5 DU CODE DES ASSURANCES)

En cas de conflit d'intérêts entre Vous et CFDP ou de désaccord quant au règlement du Litige, Vous bénéficiez du libre choix de l'avocat ou de toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour Vous défendre, et de la possibilité de recourir à la procédure de désaccord et d'arbitrage.

### LA PROTECTION DE VOS DONNEES

En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, il est précisé que les données à caractère personnel recueillies sont obligatoires pour adhérer au Contrat Groupe et, qu'à ce titre, elles feront l'objet d'un traitement dont le responsable est CFDP, ce que Vous acceptez expressément.

Ces données pourront être utilisées par CFDP pour les besoins de la gestion des prestations souscrites en exécution du Contrat Groupe. Elles pourront être également utilisées pour les actions commerciales de CFDP. Ces données pourront enfin être communiquées à des Tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

Par ailleurs, conformément à la loi sur la protection des données personnelles, Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification, d'opposition et de suppression des

données Vous concernant en adressant une demande à [dpd@cdfp.fr](mailto:dpd@cdfp.fr) ou par voie postale. Vous disposez également du droit à la limitation du traitement et du droit de demander le transfert de vos données (droit à la portabilité).

Pour exercer l'un quelconque de vos droits, Vous devez préciser vos nom, prénom et mail et de joindre une copie recto-verso d'un justificatif d'identité en cours de validité (carte nationale d'identité, passeport).

Le responsable de traitement se réserve le droit de ne pas accéder à votre demande si le traitement des données est nécessaire à l'exécution du Contrat, au respect d'une obligation légale ou à la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

Le délégué à la protection des données de l'Assureur traitera votre demande dans les meilleurs délais. En cas de désaccord persistant en lien avec la gestion de vos données personnelles, Vous avez la possibilité de saisir la CNIL :

- par téléphone au : 01 53 73 22 22,
- par courrier à : Commission Nationale Informatique et Libertés - 03 place de Fontenoy - 75007 PARIS,
- ou par Internet à l'adresse suivante : <https://www.cnil.fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil>.

(Pour en savoir plus sur les traitements de vos données personnelles et sur l'exercice de vos droits sur ces données, Vous pouvez consulter la page « Données Personnelles » de l'Assureur <http://www.cfdp.fr>)

Enfin, conformément à la loi 2014-344 du 17 mars 2014, si Vous ne souhaitez pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique de la part d'un professionnel avec lequel Vous n'avez pas de relation contractuelle préexistante, Vous pouvez Vous inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique :

- par courrier à : OPPOSETEL – Service Bloctel – 06 rue Nicolas Siret – 10000 TROYES,
- ou par Internet à l'adresse suivante : <http://www.bloctel.gouv.fr>.

### L'AUTORITE DE CONTROLE

L'autorité de contrôle de CFPD est l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution), 61 rue Taitbout - 75436 PARIS cedex 09.

### L'OBJET DU CONTRAT GROUPE

Le contrat cadre (dénommé le **CONTRAT GROUPE**), prenant effet au 1<sup>er</sup> juillet 2018, est un contrat collectif d'assurances de protection juridique à adhésion automatique :

- souscrit par **ADREA MUTUELLE**, Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité, ayant son siège social, 25 place de la Madeleine – 75008 PARIS, immatriculée au Répertoire SIRENE sous le numéro 311 799 878, agissant en qualité d'apêriteur, représentant les mutuelles membres du groupement participant à l'assurance du régime, ainsi que :
  - **AG2R REUNICA PREVOYANCE**, Institution de Prévoyance régie par le Code de la Sécurité Sociale, membre d'AG2R LA MONDIALE, ayant son siège social 104-110 boulevard Haussmann – 75008 PARIS, immatriculée au Répertoire SIRENE sous le numéro 333 232 270, membre du GIE AG2R REUNICA,
  - et **MALAKOFF MEDERIC PREVOYANCE**, Institution de Prévoyance régie par le Code de la Sécurité Sociale, ayant son siège social 21 rue Laffitte – 75009 PARIS, immatriculée au Répertoire SIRENE sous le numéro 775 691 181,
  - auprès de **CFDP ASSURANCES**, entreprise d'assurances régie par le Code des Assurances, Société Anonyme au capital de 1.692.240 €, ayant son siège social Immeuble l'Europe – 62 rue de Bonnel – 69003 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 958 506 156,
  - pour le compte des Bénéficiaires définis ci-dessous.

Le Contrat Groupe consiste notamment à « prendre en charge des frais de procédure ou à fournir des services découlant de la couverture d'assurance, en cas de différend ou de litige opposant l'assuré à un tiers, en vue notamment de défendre ou représenter en demande l'assuré dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre ou contre une réclamation dont il est l'objet ou d'obtenir réparation à l'amiable du dommage subi » (article L127-1 du Code des Assurances).

Le Contrat Groupe est régi par le Code des Assurances, les dispositions du contrat cadre et la présente notice d'information.

Comme tout contrat d'assurance, le Contrat Groupe est un contrat aléatoire : l'évènement qui déclenche sa mise en œuvre ne doit pas être connu de Vous lors de la prise d'effet de votre adhésion au Contrat Groupe. En l'absence d'aléa, la garantie ne Vous est pas due.

### LES DEFINITIONS :

**LE BENEFICIAIRE OU VOUS** : Le particulier, personne physique, adhérent d'une des mutuelles membres du groupement participant à l'assurance du régime, ou d'une des institutions de prévoyance représentées par ADREA MUTUELLE, bénéficiaire du régime frais de santé des salariés et anciens salariés des Organismes de Sécurité sociale, ainsi que les personnes suivantes vivant sous son toit, qu'elles soient ou non couvertes par son régime de frais de santé : conjoint de droit ou de fait, enfants de moins de seize (16) ans, enfants handicapés sans limite d'âge et les ascendants directs fiscalement à charge. **Pour être couverts par le Contrat Groupe, les Bénéficiaires doivent être à jour du paiement de leurs cotisations et dûment désignés à CFPD.**

**LE TIERS** : Toute personne étrangère au Contrat Groupe.

**LE LITIGE** : Une situation conflictuelle garantie Vous opposant à un Tiers causée par un évènement préjudiciable ou un acte répréhensible Vous conduisant à faire valoir un droit contesté, à résister à une prétention ou à Vous défendre devant une juridiction. **Pour être couvert par le Contrat Groupe, le Litige doit être survenu au cours de votre adhésion audit Contrat Groupe.**

**LE SINISTRE** : Le refus qui est opposé à une réclamation dont Vous êtes l'auteur ou le destinataire (article L127-2-1 du Code des Assurances).

Pour mieux identifier les termes à définition contractuelle, ils sont employés avec une majuscule dans les présentes.